

# Retraites : pourquoi un fiasco aussi spectaculaire

Par Nicolas Bouzou

Le retrait de la disposition sur l'âge pivot achève de rendre illisible la réforme des retraites. À force de s'être éloigné du projet originel, le gouvernement bricole puis rebricole ce qui l'a bricolé. Certes, dans aucun pays, il n'est simple de réformer les retraites. Partout le phénomène des « fake news » fragilise le débat public et la démocratie. Il n'empêche, le débat français sur la retraite à points a été nerveusement épuisant : le gouvernement a commis des erreurs de pédagogie, de nombreux intervenants ont raconté n'importe quoi, et ce débat a révélé que beaucoup de nos concitoyens attendaient le moment de la retraite comme une renaissance.

Espérons que des leçons en soient tirées : la communication gouvernementale a été désastreuse de bout en bout. De tous les sujets, celui des retraites est celui qui consomme le plus de capital politique. De toutes les réformes, c'est celle des retraites qui exige la préparation la plus soignée, la communication la plus précise, la pédagogie la plus ambitieuse. Malheureusement, semaine après semaine, le projet a subi, non pas des modifications, ce qui eût été compréhensible, mais des changements de cap qui ont préparé le terrain pour l'anxiété des Français et les mensonges de certains opposants à la réforme. On ne refait pas le passé mais il aurait fallu dès le départ mettre en avant les forces d'un régime universel à points. Il n'était pas impossible d'expliquer que dans une période où des cadres d'entreprises deviennent artisans et où des livreurs travaillent de façon intermittente pour de faibles rémunérations, le système post-1945 n'était plus du tout adapté. Il n'était pas difficile de démontrer que le système souhaité par la majorité était redistributif, dans la mesure où ce sont clairement les revenus les plus élevés qui sont perdants au bénéfice des plus fragiles. Le courage aurait commandé, enfin, d'expliquer aux Français que la rentabilité d'un régime par répartition, par point ou non, est liée à la croissance économique. Ainsi, la valeur du point peut baisser indépendamment de la couleur politique de telle ou telle majorité. Affirmer le contraire relevait au choix de l'incompétence ou du mensonge. Graver

dans la loi l'augmentation du point indépendamment de la situation économique et démographique, c'est se contraindre à mettre en œuvre des mesures d'âge uniformes qui font perdre une grande partie de l'intérêt d'un régime à points. À ce titre, le retrait de l'âge pivot est, sur le fond, un sujet secondaire. Âge pivot ou pas, les partenaires sociaux et le gouvernement devront se mettre d'accord soit sur des mesures d'âge soit sur des manières d'augmenter les recettes.

Le travail qui attend les intéressés est énorme tant on a, jour après jour, fait augmenter l'addition de cette réforme des retraites. À ce titre, on tremble en songeant à ce que le génie fiscal français pourrait inventer lors de la conférence sur le financement des retraites. On peut déjà parier que le concours Lépine de la fiscalité, une spécialité hexagonale indigeste, accouchera de propositions visant à faire financer les retraites par « le capital », « les banques », « la pollution », « les importations » et « les riches ». Un réconfort au moins : le premier ministre a exclu une hausse du coût du travail via un alourdissement des cotisations, ce en quoi il a bien sûr parfaitement raison. S'il est un enseignement économique solide, c'est que la hausse du coût du travail fait augmenter le chômage chez les personnes les moins qualifiées. On ose espérer que la CFDT, peuplée de gens intelligents, l'a compris.

La confusion du côté de l'exécutif a élargi les routes ouvertes aux propagateurs de « fake news ». Ainsi, on a pu entendre que la réforme était « ultralibérale » alors même qu'elle est, répétons-le, redistributive, favorable aux plus fragiles et défavorable aux hauts revenus. Certains, à droite comme à gauche, ont aussi pu affirmer que le gouvernement voulait « privatiser les retraites au profit du fonds de pension BlackRock », soit deux énormités en une phrase : la réforme étatisé le régime par répartition plus qu'elle ne le privatise ; et BlackRock n'est pas un fonds de pension mais un gestionnaire d'actifs, auquel des fonds de pension peuvent éventuellement faire appel. Ces mensonges ont occulté un débat qui aurait été bien légitime sur l'utilité de compléter une retraite par répartition par une retraite par capitalisation. L'économiste Patrick Artus rappelait récemment que si les Français avaient bénéficié d'une retraite par capitalisation depuis le début des années 1980, les pensionnés seraient beaucoup plus riches qu'ils ne le sont. Toutes les études académiques montrent qu'un système de retraite optimal superpose la répartition, dont le rendement dépend de la croissance, et la capitalisation, dont le rendement dépend de celui des actifs financiers. Cette superposition mutualise les risques, au bénéfice des futurs retraités. Les fonctionnaires avec Prefon (notamment géré par FO) et les indépendants avec les contrats Madelin bénéficient d'une retraite par

capitalisation et ne s'en sortent pas plus mal ! La loi Pacte de Bruno Le Maire assouplit le plan d'épargne retraite populaire (PERP) pour permettre aux salariés de choisir un peu de capitalisation s'ils le souhaitent. L'interdiction par la gauche et la droite antilibérales d'évoquer la capitalisation a été l'une des plus grandes hypocrisies de ce débat.

Ces dernières semaines, enfin, ont confirmé un fait inquiétant : beaucoup de nos concitoyens rêvent à leur retraite. Pour nombre d'entre eux, la vie semble commencer quand le travail est terminé. Il y a là un triple échec. Échec des individus qui restent rivés dans des vies professionnelles qui ne leur conviennent pas. Échec de nos systèmes de formation, qui ne permettent pas encore aux salariés de réorienter leurs trajectoires professionnelles vers leurs aspirations. Échec des entreprises, dont l'organisation et le management ne laissent pas suffisamment d'autonomie aux collaborateurs et les coincent dans des injonctions contradictoires. On leur demande par exemple de prendre des initiatives sans courir de risques. Ces injonctions contradictoires épuisent et contribuent à façonner une société triste et inquiétante où la retraite est préférée au travail.

*Nicolas Bouzou est le fondateur du cabinet de conseil Asterès. Il a publié, Le travail est l'avenir de l'homme (ed. de l'Observatoire, 2017)*